

Politique de protection des données à caractère personnel

1. Qui est le responsable du traitement et qui est le délégué à la protection des données ?

L'étude Julien Vandebulcke Notaire SRL traite des données à caractère personnel dans le cadre de ses activités.

L'étude Julien Vandebulcke Notaire SRL, situé à Rue Edmond Tollenaere 56-76 bte 26 avec le numéro d'entreprise 0778.475.874 agit en tant que responsable du traitement des données à caractère personnel effectué au sein de l'étude (ci-après "l'étude"). Le responsable du traitement est la personne physique ou morale qui détermine les finalités et les moyens du traitement des données à caractère personnel.

L'étude est soucieuse de la protection de la vie privée. Elle s'engage à protéger et à traiter vos données à caractère personnel avec un soin particulier et en toute transparence, dans le strict respect de la législation relative à la protection de la vie privée, notamment le Règlement général sur la protection des données (UE) 2016/679 (ci-après "RGPD") et le Code de conduite de la Chambre nationale des notaires du 28 janvier 2021 précisant certaines modalités d'application du Règlement général sur la protection des données (UE) 2016/679 (RGPD) pour les notaires (ci-après « Code de conduite »)

Conformément au RGPD et au Code de conduite, l'étude a désigné un délégué à la protection des données, à savoir **Privanot ASBL**.

Le délégué à la protection des données peut être contacté à l'adresse électronique suivante : info@privanot.be, ou par lettre à l'adresse suivante : Privanot asbl, Rue de la Montagne 30, 1000 Bruxelles.

Par le biais de cette politique de protection des données à caractère personnel, nous souhaitons vous donner plus d'explications sur la manière dont nous traitons les données personnelles que nous détenons. Vous trouverez dans cette politique les réponses aux questions suivantes :

- ✓ Qui est le responsable du traitement et qui est le délégué à la protection des données ?
- ✓ Pourquoi vos données à caractère personnel sont-elles traitées ?
- ✓ Quelle est la base légale du traitement de vos données à caractère personnel ?
- ✓ Quelles sont les données à caractère personnel traitées par l'étude ?
- ✓ Quelles sont les sources d'information ?
- ✓ À qui vos données à caractère personnel peuvent-elles être communiquées ?
- ✓ Qui sont les sous-traitants de l'étude ?
- ✓ Vos données à caractère personnel seront-elles transférées en dehors de l'Espace économique européen (EEE) ?
- ✓ Combien de temps vos données à caractère personnel seront-elles conservées ?
- ✓ Comment la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel sont-elles assurées ?
- ✓ Quels sont vos droits ?

Veillez noter que les informations relatives au traitement de données à caractère personnel des collaborateurs internes effectués dans le cadre des ressources humaines figurent dans le règlement du travail de l'étude. Les informations relatives au traitement de données à caractère personnel des collaborateurs externes dans le cadre des ressources humaines figurent dans des documents spécifiques, tels que les contrat de service ou les documents de politique générale de l'étude.

2. Pourquoi vos données à caractère personnel sont-elles traitées ?

Finalités - L'étude collecte et traite des données à caractère personnel dans le but principal d'assurer la sécurité juridique des transactions dont le notaire garantit l'authenticité, ainsi que pour la gestion des dossiers confiés au notaire.

En outre, les opérations de traitement sont nécessaires pour réaliser d'autres tâches et objectifs importants, à savoir :

- la gestion des dossiers de l'étude, incluant les traitements effectués avant et après l'exécution d'un acte authentique, tels que les recherches et vérifications nécessaires, ainsi que tout autre traitement requis pour accomplir les devoirs du notaire en tant qu'officier public et les missions confiées par les citoyens ;
- gestion administrative et suivi des dossiers des citoyens, y compris la facturation et la comptabilité ;
- procéder aux vérifications et contrôles nécessaires dans le cadre de la législation relative à la lutte contre le blanchiment d'argent ;
- assurer la sécurité des bâtiments, des biens, du personnel et des visiteurs grâce à la surveillance par caméra ;
- optimiser la navigation sur le site web grâce à l'utilisation de cookies ;
- améliorer la convivialité et les services en utilisant le retour d'information des citoyens et l'analyse statistique des opérations et des services de l'étude à l'aide de logiciels ;
- améliorer la qualité des opérations de l'étude dans le cadre de la préparation des actes et des documents nécessaires à l'exercice des fonctions des notaires en tant qu'officiers publics grâce à l'utilisation de systèmes d'intelligence artificielle à faible risque.

3. Quelle est la base légale du traitement de vos données à caractère personnel ?

Licéité - Les traitements de données à caractère personnel effectués par le notaire sont considérés comme licites dès lors qu'ils sont, dans la plupart des cas, nécessaires au respect d'une obligation légale à laquelle le notaire est soumis ou nécessaires à l'exécution d'une mission d'intérêt public dont le notaire chargé du dossier au sein de l'étude est investi.

Les traitements de données à caractère personnel sont effectués par l'étude sur base, entre autres, de manière non limitative, des législations suivantes :

- La loi du 25 Ventôse An XI contenant organisation du notariat ;
- La loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces.

En outre, la licéité du traitement peut également être fondée sur l'intérêt légitime du responsable de traitement, comme dans le cas de l'amélioration de la satisfaction des clients ou de la sécurisation de l'étude au moyen d'une caméra de surveillance.

Enfin, la licéité du traitement peut être fondée sur le consentement de la personne concernée, par exemple lorsque des cookies non fonctionnels sont utilisés sur le site web de l'étude.

4. Quelles sont les données à caractère personnel traitées par l'étude ?

Suivant les services auxquels vous faites appel, l'étude peut être amenée à traiter les données à caractère personnel suivantes :

- données d'identification (nom, prénom, état civil, numéro de registre national, lieu et date de naissance, etc.) ;
- données de contact (adresse postale, adresse électronique, numéro de téléphone, etc.) ;
- données économiques et financières (numéro de compte bancaire, etc.) ;
- données relatives à la capacité juridique ;
- données relatives à l'activité professionnelle ;
- données relatives aux actes passés au sein de l'étude ;
- données relatives à la composition familiale, sociale, fiscale ou autre que le notaire doit recueillir auprès des sources officielles et des administrations vous concernant ;
- images de vidéosurveillance ;
- données relatives à la qualité/satisfaction des services fournis.

5. Quelles sont les sources d'information ?

En tant qu'officier public, pour l'accomplissement de ses activités, le notaire est amené à collecter et utiliser des données à caractère personnel vous concernant.

Les données à caractère personnel vous concernant proviennent :

- de vous-même ou de votre représentant légal ;
- des sources de données authentiques strictement encadrées par une législation spécifique, comme le Registre national, la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, le Registre central successoral, le Registre Central des Contrats de Cohabitation et de Mariage, etc. ;
- d'organismes officiels autorisés à fournir des données aux notaires dans le cadre de leurs fonctions publiques ;
- d'images filmées par une ou plusieurs caméras de vidéosurveillance.

6. À qui vos données à caractère personnel peuvent-elles être communiquées ?

Les données à caractère personnel traitées par l'étude sont susceptibles d'être communiquées à des tiers ("destinataires"), suivant le contexte du traitement, et, en particulier :

- aux partenaires légalement autorisés, tels que les services publics et les institutions notariales, pour la conservation des transcriptions d'actes et de leurs métadonnées dans le cadre de l'enregistrement électronique et pour l'inscription de vos données dans les registres centraux de

la profession notariale (p. ex. le Registre central des contrats de mariage, le Registre central des contrats de mandat, le Registre central des déclarations relatives à la désignation d'un administrateur ou d'une personne de confiance, etc.) ;

- à la Fédération Royale du Notariat belge asbl, en ce qui concerne les données relatives aux biens immobiliers afin d'être enregistrées dans une base de données notariale ayant pour but est de générer des statistiques et de permettre aux notaires d'estimer la valeur des biens immobiliers dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions ;
- à la Chambre provinciale des notaires concernée par votre dossier et/ou la Chambre nationale des notaires (par ex., dans le cadre de leurs fonctions en matière de contrôle comptable ou dans le cadre de la prévention et de la lutte contre le blanchiment d'argent) ;
- aux autres notaires impliqués dans votre dossier (par ex., dans le cadre d'un acte de vente immobilière) ;
- aux Archives de l'État pour la conservation des dossiers, des minutes et des testaments ;
- aux banques impliquées dans votre dossier ;
- à l'expert-comptable/fiscaliste qui gère la comptabilité de l'étude ;
- aux sous-traitants pour la gestion et la continuité de l'étude, tels que les fournisseurs de logiciels pour la préparation des actes.

7. Qui sont les sous-traitants de l'étude ?

Un sous-traitant est une personne physique ou morale, une autorité publique, une agence ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte de l'étude.

L'étude utilise notamment les catégories de sous-traitants suivants :

- fournisseur de hardware ;
- fournisseurs de logiciels, par exemple pour la gestion des dossiers et de la comptabilité ;
- fournisseur du serveur/back-up ;
- fournisseur de services de destruction de documents papier ;
- fournisseur de caméras de vidéosurveillance ;
- Consultant ou collaborateur externe ;
- etc.

8. Vos données à caractère personnel seront-elles transférées en dehors de l'Espace économique européen (EEE) ?

En principe, vos données à caractère personnel ne seront pas transférées en dehors de l'Espace économique européen (ci-après "EEE").

Toutefois, dans l'hypothèse où vos données à caractère personnel seraient néanmoins transférées vers des pays situés en dehors de l'EEE et que la Commission européenne a considéré que le pays vers lequel les données sont transférées n'offre pas un niveau de protection adéquat, l'étude s'efforcera de protéger vos données à caractère personnel en fournissant des garanties supplémentaires (par exemple, en concluant des clauses contractuelles types approuvées par la Commission européenne, en adoptant des règles d'entreprise contraignantes, etc.).

9. Combien de temps vos données à caractère personnel seront-elles conservées ?

En vertu du principe de la limitation de la conservation des données à caractère personnel, les données susmentionnées ne peuvent être conservées que pendant la durée nécessaire à la réalisation de la finalité poursuivie, et ce, en fonction des lois spécifiquement applicables et des délais de prescription des créances commerciales et personnelles. Les durées de conservation ci-dessous correspondent aux durées de conservation indiquées dans le registre des activités de traitement de l'étude.

Les durées de conservation varient suivant la nature des documents concernés, à savoir :

- les fiches clients des citoyens seront conservées aussi longtemps que le citoyen n'aura pas choisi de changer de notaire, et seront conservées au maximum pendant toute la durée de vie du citoyen pour permettre la prestation de services de conseil (conformément à l'article 9 de la loi Ventôse An XI contenant organisation du notariat) ;
- les dossiers sont conservés pendant 30 ans suivant leur clôture à des fins de preuve (conformément à l'article 3.27 du nouveau code civil) ;
- les minutes sont conservées pendant 50 ou 75 ans après la signature de l'acte et seront ensuite transférées aux archives de l'État (conformément à l'article 62 de la loi Ventôse An XI contenant organisation du notariat) ;
- les livres (comptes) sont conservés pendant 10 ans après la clôture de l'exercice comptable (conformément à l'article 33 loi Ventôse An XI contenant organisation du notariat) ;
- les relevés de compte sont conservés pendant 10 ans après la clôture de l'exercice concerné (conformément à l'article 33 de la loi Ventôse An XI contenant organisation du notariat) ;
- les données à caractère personnel visées par la loi sur le blanchiment d'argent sont supprimées au terme d'une période de conservation de 10 ans (conformément aux articles 60 et 62, paragraphe 1, de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces) ;
- les images des caméras seront conservées pendant une durée maximum d'un mois (conformément à l'article 6 de la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance) ;
- les données à caractère personnel traitées pour la gestion du site web sont conservées aussi longtemps que nécessaires pour l'atteinte de la finalité poursuivie ;
- les données à caractère personnel traitées dans le cadre des logiciels d'Intelligence artificielle ne seront plus traitées par ces technologies une fois votre dossier clôturé par l'étude.

10. Comment la sécurité et la confidentialité de vos données personnelles sont-elles garanties ?

L'étude prend les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour assurer un niveau de sécurité adapté au risque. En outre, l'étude veille à adopter les mesures de sécurité pour le traitement des données à caractère personnel énoncées dans le Code de conduite de la Chambre nationale des notaires du 28 janvier 2021.

Des mesures de sécurité sont prises pour empêcher la perte, la destruction, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.

L'étude notariale veille notamment à ce que :

- l'accès aux locaux contenant des supports de données soit réservé aux personnes autorisées ;
- l'environnement du serveur soit correctement sécurisé ;
- les données à caractère personnel soient conservées et détruites en toute sécurité ;
- un accès sécurisé aux données nécessaires pour atteindre la finalité poursuivie soit fourni aux employés et aux sous-traitants ;
- une procédure de notification de toute violation de données à caractère personnel applicable à tous les membres de l'étude soit mise en place ;
- une procédure de gestion des droits des personnes concernées applicable à tous les membres de l'étude soit mise en place ;
- une politique de sécurité de l'information accessible à tous les membres de l'étude soit mise en place ;
- il existe une politique de sensibilisation au RGPD pour les membres de l'étude ;
- des mesures de sécurité techniques, telles que des pare-feu, des logiciels antivirus et des mises à jour de sécurité régulières, soit appliquées.

Ces mesures sont régulièrement contrôlées et révisées par le DPO susmentionné à la suite d'un contrôle.

L'étude a, conformément à l'article 28 du RGPD et à l'article 2 du Code de déontologie de la Chambre nationale des notaires du 28 janvier 2021, signé un contrat de sous-traitance avec les différents sous-traitants auxquels elle fait appel.

11. Quels sont vos droits ?

En vertu du RGPD, vous disposez, en tant que personne concernée par le traitement de vos données à caractère personnel par l'étude, de plusieurs droits.

Ainsi, vous avez, suivant les circonstances et, sous réserve du respect de ses obligations légales et l'accomplissement de ses missions d'intérêt public par le responsable du traitement, les droits suivants :

- Droit à l'information : vous avez le droit de connaître, entre autres, les données à caractère personnel que l'étude traite à votre sujet, les finalités de ce traitement, la durée de conservation de ces données, etc. ;
- Droit d'accès : vous avez le droit de consulter et d'obtenir communication des données à caractère personnel vous concernant détenues et traitées par l'étude ;
- Droit de rectification : vous avez le droit d'obtenir la rectification des données à caractère personnel inexactes ou incomplètes vous concernant ;
- Droit à l'effacement : vous avez le droit de demander la destruction de vos données à caractère personnel traitées par l'étude ;
- Droit à la limitation du traitement : vous avez le droit de restreindre le traitement de vos données à caractère personnel, par exemple si vous contestez l'exactitude des données ;

- Droit à la portabilité des données : vous avez le droit de recevoir vos données à caractère personnel dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine, et de les transmettre à un tiers ;
- Droit d'opposition : vous avez le droit de vous opposer au traitement de vos données à caractère personnel par l'étude notariale.

Vous pouvez exercer vos droits directement auprès de l'étude par e-mail via Info@jvnot.be, par lettre à l'adresse suivante : Rue Edmond Tollenaere 56-76 bte 26 ou auprès du délégué à la protection des données par e-mail info@privanot.be.

Enfin, si vous estimez que vos droits ne sont pas respectés conformément au RGPD, vous êtes habilité à introduire une réclamation ou déposer une plainte auprès de l'Autorité de protection des données (rue de la Presse 35, 1000 Bruxelles ou via leur site web <https://www.autoriteprotectiondonnees.be/>).

.....

Beleid inzake de bescherming van persoonsgegevens

1. Wie is de verwerkingsverantwoordelijke en wie is de functionaris voor gegevensbescherming?

Het notariskantoor Julien Vandenbulcke Notaris SRL verwerkt in het kader van haar activiteiten persoonsgegevens.

Het notariskantoor Julien Vandenbulcke Notaris SRL, gelegen te Edmond Tollenaerestraat 56-76 bus 26, met ondernemingsnummer 0778.475.874 treedt op als verwerkingsverantwoordelijke voor de verwerkingen van persoonsgegevens die verricht worden binnen het Kantoor (hierna: "het notariskantoor"). De verwerkingsverantwoordelijke is de natuurlijke persoon of rechtspersoon die het doel van en de middelen voor de verwerking van persoonsgegevens vaststelt.

Het notariskantoor heeft oog voor de bescherming van privacy. Het notariskantoor verbindt zich ertoe uw persoonsgegevens te beschermen met bijzondere zorgvuldigheid en op volledig transparante wijze te verwerken met strenge inachtneming van de wetgeving tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer, en in het bijzonder de Algemene Verordening Gegevensbescherming (EU) 2016/679 (hierna: de "GDPR" of "AVG") en de Gedragscode van de Nationale Kamer van Notarissen van 28 januari 2021 waarin bepaalde toepassingsvoorwaarden van de Algemene Verordening Gegevensbescherming (EU) 2016/679 (GDPR) voor notarissen worden gespecificeerd (hierna "Gedragscode").

Conform de AVG en de Gedragscode heeft het notariskantoor een functionaris voor gegevensbescherming aangesteld, namelijk **Privanot vzw**.

De functionaris voor gegevensbescherming is bereikbaar op volgend e-mailadres: info@privanot.be, of via brief op het volgend adres: Privanot vzw, Bergstraat 30, 1000 Brussel.

Door middel van dit beleid voor de bescherming van persoonsgegevens willen we u meer uitleg geven bij de manier waarop we omgaan met de persoonsgegevens waarover we beschikken. Zo vindt u in dit beleid de antwoorden op de volgende vragen:

- ✓ Wie is de verwerkingsverantwoordelijke en wie is de functionaris voor gegevensbescherming?
- ✓ Waarom worden uw persoonsgegevens verwerkt?
- ✓ Wat is de rechtmatigheidsgrond voor de verwerking van uw persoonsgegevens?
- ✓ Welke persoonsgegevens worden door het notariskantoor verwerkt?
- ✓ Wat zijn de informatiebronnen?
- ✓ Aan wie kunnen uw persoonsgegevens meegedeeld worden?
- ✓ Wie zijn de verwerkers van het notariskantoor?
- ✓ Worden uw persoonsgegevens doorgegeven buiten de Europese Economische Ruimte (EER)?
- ✓ Hoe lang worden uw persoonsgegevens bewaard?
- ✓ Hoe wordt de veiligheid en vertrouwelijkheid van uw persoonsgegevens gegarandeerd?
- ✓ Wat zijn uw rechten?

Het dient opgemerkt te worden dat de informatie over de verwerking van persoonsgegevens van interne medewerkers in het kader van Human Resources-doeleinden te vinden is in het arbeidsreglement van het notaris kantoor. Informatie over de verwerking van persoonsgegevens van externe werknemers in het kader van personeelszaken is opgenomen in specifieke documenten, zoals dienstverlingscontracten of algemeen beleidsdocumenten.

2. Waarom worden uw persoonsgegevens verwerkt?

Doeleinden – Het notaris kantoor verzamelt en verwerkt persoonsgegevens met als hoofddoel de rechtszekerheid van de verrichtingen te waarborgen waarvan de notaris de authenticiteit garandeert, evenals voor het beheer van de dossiers die aan de notaris worden toevertrouwd.

Daarnaast zijn er verwerkingen nodig om andere belangrijke taken en doelstellingen te realiseren, namelijk:

- Het beheer van de dossiers van het notaris kantoor, inclusief de verwerkingen verricht voor en na het verlijden van een authentieke akte, zoals het uitvoeren van opzoeken en controles die noodzakelijk zijn voor het verlijden van een akte, evenals elke andere verwerking die noodzakelijk is voor de vervulling van de taken van de notaris als openbaar ambtenaar en de taken die hem door de burgers zijn toevertrouwd;
- Het administratief beheer en opvolging van dossiers van burgers, inclusief de facturatie en boekhouding;
- Het uitvoeren van verificaties en controles in het kader van de AML-wetgeving;
- Het waarborgen van de veiligheid van gebouwen, goederen, personeel en bezoekers via camerabewaking;
- Het optimaliseren van de navigatie op de website via het gebruik van cookies;
- Het verbeteren van de klantvriendelijkheid en de kwaliteit van de diensten door gebruik te maken van burgerfeedback en statistische analyses van de werking en diensten van het notaris kantoor met behulp van software;
- Het verbeteren van de kwaliteit van de werking van het notaris kantoor bij het opstellen van akten en documenten die noodzakelijk zijn bij de vervulling van de taken van de notaris als openbaar ambtenaar door gebruik te maken van Artificiële Intelligentie systemen met een gering risico.

3. Wat is de rechtmatigheidsgrond voor de verwerking van uw persoonsgegevens?

Rechtmatigheid – De door de notaris verrichte verwerkingen van persoonsgegevens worden als rechtmatig beschouwd aangezien ze, in het merendeel van de gevallen, noodzakelijk zijn voor de naleving van een wettelijke verplichting waaraan de notaris onderworpen is of noodzakelijk zijn voor het vervullen van een opdracht van algemeen belang die aan de notaris van het notaris kantoor toevertrouwd wordt.

Persoonsgegevens worden door het kantoor verwerkt op basis van, maar niet beperkt tot, de volgende wetgeving:

- De wet van 25 Ventôse jaar XI op het notaris ambt;

- De wet tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten van 18 september 2017.

Daarnaast kan de rechtmatigheid van de verwerking ook worden onderbouwd door een gerechtvaardigd belang, zoals bij het verbeteren van klantentevredenheid of het beveiligen van het notariskantoor via camerabewaking.

Tenslotte kan de rechtmatigheid van de verwerking worden gebaseerd op de toestemming van de betrokkene, bijvoorbeeld bij het gebruik van niet-functionele cookies op de website van het notariskantoor.

4. Welke persoonsgegevens worden door het notariskantoor verwerkt?

In functie van de diensten waarop u beroep doet, kan het notariskantoor de volgende persoonsgegevens verwerken:

- Identificatiegegevens (naam, voornaam, burgerlijke staat, rijksregisternummer, geboorteplaats en -datum, enz.);
- Contactgegevens (adres, telefoonnummer, enz.);
- Economische en financiële gegevens;
- Gegevens met betrekking tot de bekwaamheid;
- Gegevens betreffende het beroep;
- Gegevens met betrekking tot de akten die op het notariskantoor verleden werden;
- Gegevens over de familiale, sociale, fiscale of andere situatie die de notaris met betrekking tot uw persoon dient te verzamelen bij de officiële bronnen en administraties;
- Camerabeelden;
- Gegevens met betrekking tot de kwaliteit/tevredenheid van de geleverde diensten.

5. Wat zijn de informatiebronnen?

Als openbaar ambtenaar dient de notaris van het notariskantoor, voor de verwezenlijking van zijn activiteiten, uw persoonsgegevens te verzamelen en te gebruiken.

Persoonsgegevens zijn afkomstig van :

- Uzelf of uw wettelijke vertegenwoordiger;
- Authentieke gegevensbronnen die strikt omkaderd worden door specifieke wetgeving, zoals het Rijksregister, de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, het Centraal Erfregister, het Centraal register van Samenlevings- en Huwelijksovereenkomsten enz.;
- Officiële instanties die bevoegd zijn om gegevens aan notarissen te verstrekken in het kader van hun taken van algemeen belang;
- Beelden vastgelegd door bewakingscamera('s).

6. Aan wie kunnen uw persoonsgegevens meegedeeld worden?

Uw persoonsgegevens die door het notariskantoor worden verwerkt, kunnen, afhankelijk van de verwerkingscontext, mogelijk aan derden worden doorgegeven (“ontvangers”), en in het bijzonder aan:

- De wettelijk gemachtigde partners zoals de federale overheidsdiensten en de notariële instellingen voor het bewaren van de akteafschriften en hun metagegevens in het kader van de elektronische registratie en voor de inschrijving van uw gegevens in de centrale registers van het notariaat (bv. Centraal Register van Huwelijksovereenkomsten, Centraal Register van Lastgevingsovereenkomsten, Centraal Register van Verklaringen, enz.);
- De Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat vzw, voor wat de betreft de gegevens m.b.t. de onroerende goederen om deze op te nemen in een databank van het notariaat die als doel heeft statistieken te genereren alsook de notaris tijdens de uitoefening van zijn opdracht toe te laten de waarde van onroerende goederen te schatten;
- De Provinciale Kamer van notarissen die betrokken is bij uw dossier en/of de Nationale Kamer van notarissen (bijvoorbeeld in het kader van hun taken op het gebied van boekhoudcontrole of in het kader van de preventie en bestrijding van witwaspraktijken);
- De andere notarissen die bij uw dossier betrokken zijn (bijvoorbeeld in het kader van een akte van verkoop van een onroerend goed);
- Het Rijksarchief voor het bewaren van de dossiers, minuten en testamenten;
- De banken die bij uw dossier betrokken zijn;
- De expert boekhouder / fiscalist die de boekhouding van het notariskantoor verzorgt;
- De verwerkers voor het beheer en continuïteit van het notariskantoor, zoals softwareleveranciers om akten op te stellen.

7. Wie zijn de verwerkers van persoonsgegevens van het notariskantoor?

Een verwerker is een natuurlijke persoon of rechtspersoon, een overheidsinstantie, een dienst of een ander orgaan die/dat ten behoeve van het notariskantoor persoonsgegevens verwerkt.

Het notariskantoor doet beroep op onder meer de volgende categorieën van verwerkers:

- Hardware leverancier;
- Software leveranciers, zoals bijvoorbeeld voor het beheer van dossiers en de boekhoudkundige administratie;
- Back-up leverancier;
- Leverancier voor de vernietiging van papieren documenten;
- Leverancier van bewakingscamera’s;
- Consulent of externe medewerker;

8. Worden uw persoonsgegevens doorgegeven buiten de Europese Economische Ruimte (EER)?

Uw persoonsgegevens worden in principe niet doorgegeven buiten de Europese Economische Ruimte (hierna: “EER”).

In het geval dat uw persoonsgegevens toch worden overgedragen naar landen buiten de EER en de Europese Commissie van mening is dat het land waarnaar de gegevens worden overgedragen geen toereikend beschermingsniveau biedt, zal het notaris kantoor alles in het werk stellen om uw persoonsgegevens te beschermen door aanvullende garanties te bieden (bijvoorbeeld door standaard contractuele clausules te laten ondertekenen die zijn goedgekeurd door de Europese Commissie, door bindende bedrijfsregels te laten ondertekenen, enz.).

9. Hoe lang worden uw persoonsgegevens bewaard?

Krachtens het principe van de beperkte bewaring van persoonsgegevens, kunnen voornoemde gegevens slechts worden bewaard zolang nodig is voor de vervulling van voornoemd doeleinde en dit, in functie van de wetten die specifiek van toepassing zijn en de verjaringstermijnen van de zakelijke en persoonlijke vorderingen. De onderstaande bewaartermijnen stemmen overeen met de bewaartermijnen die zijn aangegeven in het verwerkingsregister van het notaris kantoor.

De bewaartermijnen variëren naargelang de aard van de documenten in kwestie:

- Fiches van de burgers worden bewaard zolang de burger er niet voor heeft gekozen van notaris te veranderen en blijven maximaal gedurende de gehele levensduur van de burger bewaard om adviesverlening mogelijk te maken (overeenkomstig artikel 9 van de Wet op het Notarisambt);
- Dossiers worden gedurende 30 jaar na afsluiting bewaard voor bewijsvoering (conform artikel 3.27 Burgerlijk Wetboek)
- Minuten worden gedurende 50 of 75 jaar na verlijden van de akte bijgehouden en worden vervolgens naar het Rijksarchief overgebracht (conform artikel 62 Wet op het Notarisambt);
- Boeken (boekhouding) worden gedurende 10 jaar na afsluiting van het boekjaar bewaard (conform artikel 33 Wet op het Notarisambt);
- Rekeningafschriften worden gedurende 10 jaar bewaard na het einde van het betreffende boekjaar (conform artikel 33 Wet op het Notarisambt);
- Persoonsgegevens in het kader van de AML-wetgeving worden gewist na de bewaartermijn van 10 jaar (conform de artikelen 60 en 62§1 van de AML-Wet);
- Camerabeelden worden gedurende maximaal 1 maand bewaard (conform artikel 6 van de gewijzigde wet van 21 maart 2007 betreffende de installatie en het gebruik van bewakingscamera's);
- Persoonsgegevens die verwerkt zijn voor het beheer van de website worden bewaard zolang als nodig is om het beoogde doel te bereiken;

- Persoonsgegevens die worden verwerkt in het kader van Artificiële Intelligentie software worden niet meer verwerkt door deze technologieën zodra uw dossier door het notaris kantoor is afgesloten.

10. Hoe wordt de veiligheid en vertrouwelijkheid van uw persoonsgegevens gegarandeerd?

Het notaris kantoor treft passende technische en organisatorische maatregelen om een beveiligingsniveau te garanderen dat op het risico afgestemd is en neemt de veiligheidsmaatregelen voor de verwerking van persoonsgegevens die zijn vastgelegd in de Gedragscode van de Nationale Kamer van notarissen van 28 januari 2021.

De beveiligingsmaatregelen worden genomen om de vernietiging, het verlies, de vervalsing, de wijziging, de ongeoorloofde toegang of de verkeerde voorstelling van verzamelde persoonsgegevens aan derden, evenals elke andere ongeoorloofde verwerking van deze gegevens, te voorkomen.

Het notariskantoor zorgt er onder meer voor dat:

- De toegang tot lokalen met gegevensdragers uitsluitend is voorbehouden aan bevoegde personen;
- De serveromgeving adequaat beveiligd is;
- Persoonsgegevens op een veilige manier worden bewaard en vernietigd;
- Medewerkers en verwerkers op een beveiligde wijze toegang verschaffen tot de gegevens die noodzakelijk zijn voor het bereiken van de vooropgestelde doelstelling;
- Een procedure voor het melden van een inbreuk in verband met persoonsgegevens ter beschikking is van de leden van het notariskantoor;
- Een beleid omtrent de rechten van betrokkenen ter beschikking is van de leden van het notariskantoor;
- Een informatiebeveiligingsbeleid ter beschikking is van de leden van het notariskantoor;
- Een AVG sensibilisatiebeleid ter beschikking is van de leden van het notariskantoor;
- Technische beveiligingsmaatregelen, zoals firewalls, antivirussoftware en regelmatige veiligheidsupdates, worden toegepast.

Deze maatregelen worden door de bovengenoemde DPO op regelmatige wijze gecontroleerd en herzien naar aanleiding van een check-up.

Het notariskantoor heeft met de verwerkers waarmee het samenwerkt een verwerkersovereenkomst gesloten, conform artikel 28 van de AVG en artikel 2 van de Gedragscode van de Nationale Kamer van notarissen van 28 januari 2021.

11. Wat zijn uw rechten?

Op basis van de AVG beschikt u, als betrokken persoon bij de verwerkingen van uw persoonsgegevens door het notariskantoor, over verschillende rechten met betrekking tot uw persoonsgegevens, voor zover deze niet in strijd zijn met de wettelijke verplichtingen waaraan het notariskantoor is onderworpen.

U beschikt, onder bepaalde omstandigheden, over de volgende rechten:

- Recht op informatie: U heeft het recht om onder andere in te zien welke persoonsgegevens het notariskantoor over u verwerkt, evenals kennis te nemen van de doeleinden van deze verwerking en de bewaartermijn van de gegevens;
- Recht van inzage: U heeft het recht om de persoonsgegevens die het notariskantoor over u heeft en verwerkt, in te zien en te verkrijgen;
- Recht op rectificatie: U heeft het recht om de onjuiste of onvolledige persoonsgegevens die over u worden verwerkt, te laten rectificeren;
- Recht op gegevenswissing: U heeft het recht om de verwijdering van uw persoonsgegevens die door het notariskantoor worden verwerkt, te verzoeken;

- Recht op beperking van de verwerking: U heeft het recht om de verwerking van uw persoonsgegevens te beperken, bijvoorbeeld wanneer u de juistheid van de gegevens betwist;
- Recht op overdraagbaarheid van de gegevens: U heeft het recht om uw persoonsgegevens te ontvangen in een gestructureerd, algemeen gebruikt en machineleesbaar formaat, en deze aan een derde over te dragen;
- Recht van bezwaar: U heeft het recht om bezwaar te maken tegen de verwerking van uw persoonsgegevens door het notariskantoor.

U kunt uw rechten rechtstreeks bij het notariskantoor uitoefenen via e-mail via Info@jvnot.be of via brief Edmond Tollenaerestraat 56-76 bus 26 of bij de functionaris voor gegevensbescherming via e-mail info@privanot.be.

Tot slot, indien u van mening bent dat uw rechten niet worden nageleefd conform de AVG, kunt u klacht indienen bij de Gegevensbeschermingsautoriteit (Persstraat 35, 1000 Brussel of via hun website www.gegevensbeschermingsautoriteit.be)
